

Hongrie

Sandrine Cazes,

Département des études de l'OFCE

Petit pays de 10,6 millions d'habitants, la Hongrie fait partie des pays d'Europe de l'Est moyennement développés, avec un revenu par tête légèrement inférieur à la moitié du revenu moyen de l'Europe des six (d'après une estimation d'un institut économique hongrois, le PNB par habitant s'élevait à 2 600 \$ en 1989). Durant les deux décennies qui ont suivi la deuxième guerre mondiale, la Hongrie a connu une histoire mouvementée qui a orienté ses grandes options économiques de façon contradictoire : les premiers plans de production (1949-1953), conformes au modèle soviétique, ont contraint la Hongrie à renoncer à sa vocation agricole traditionnelle et à mener un effort d'industrialisation de grande envergure dans un pays pourtant pauvre en ressources énergétiques et en matières premières. Le secteur agricole ne représente plus aujourd'hui que 12 % du produit matériel net (PMN) et emploie environ 18 % de la population (données 1988). De plus, la participation de la Hongrie au Conseil d'assistance économique mutuelle (CAEM) en 1960 a poussé le pays à se spécialiser dans une production inadaptée à sa structure et à son potentiel économiques, ainsi qu'à orienter les exportations vers des marchés non concurrentiels.

1. Indicateurs démographiques

| | Population en millions | - 15 ans en % | + 65 ans en % | Taux de mortalité infantile (a) | Taux de mortalité (b) | Taux de natalité (b) |
|------|------------------------|---------------|---------------|---------------------------------|-----------------------|----------------------|
| 1950 | 9,3 | — | — | 85,7 | 11,5 | 21 |
| 1970 | 10,3 | 21 | 11,5 | 35,9 | 11,6 | 14,7 |
| 1989 | 10,6 | 21 | 13 | 17 | 13,1 | 11,7 |

Superficie : 93 030 km²

Densité (1989) : 114 habitants / km²

(a) pour 1 000 naissances.

(b) pour 1 000 habitants.

Source : INED, *Population et sociétés*.

2. Structure de la population active (en % du total)

| | 1960 | 1980 | 1988 |
|---|------|------|------|
| Agriculture | 35,7 | 19,6 | 18,4 |
| Industrie | 29,7 | 32,9 | 33,0 |
| Autres | 34,6 | 47,5 | 48,6 |
| Total | 100 | 100 | 100 |
| Part de la population active dans la population totale en % | 47,8 | 47,3 | 45,7 |

Source : FMI, *World Economic Outlook*, mai 1990, et BIT (part de la population active).

La Révolution de 1956 a ouvert cependant une nouvelle voie à la Hongrie : avec le « Nouveau mécanisme économique » (NME), appliqué dès 1968, la Hongrie s'est engagée dans la voie des réformes bien avant les autres pays de l'Est. Ceci a contribué à doter le pays d'une très bonne crédibilité en matière de libéralisation économique et de volonté de démocratisation, crédibilité qui s'est renforcée lors de l'adhésion du pays au FMI et à la Banque mondiale, en 1982. La Hongrie s'est alors engagée dans une politique de rigueur drastique (compression de tous les éléments de la demande intérieure). Le désengagement de l'Etat s'est poursuivi dans les années quatre-vingt ; la Hongrie a continué à suivre les recommandations du FMI et gère sa transition économique dans des conditions politiques paisibles. Elle bénéficie donc de conditions favorables sur le plan économique et les importants programmes d'investissements étrangers — General Electric, Suzuki, General Motors — confortent ces bonnes perspectives.

Caractéristiques économiques et tendances actuelles

Pourtant, la Hongrie est confrontée à une situation économique difficile : le taux de croissance annuel du produit matériel net s'est fortement détérioré dans la deuxième partie des années soixante-dix comme dans la plupart des pays socialistes importateurs d'énergie (hausse des prix mondiaux). Cependant, il est resté quasiment nul depuis une dizaine d'années. En 1985, il a même décliné de 1,4 % en termes réels, alors qu'entre 1971 et 1975 il était proche de 6,5 %. La forte absorption domestique et les millions de dollars supplémentaires dépensés pour suppléer aux livraisons énergétiques soviétiques en 1988 ont reconduit le déficit courant à son niveau de 1986 (1,4 milliards de

dollars). Le taux d'inflation est, de plus, élevé (17 % en 1989, 25 % prévu pour 1990 pour les prix à la consommation, selon l'*Economist Intelligence Unit* (EIU), ce qui entraîne des baisses de niveau de vie et tend à accroître les inégalités : les prix des biens de consommation ont davantage augmenté, car ils ne sont plus administrés ; de plus les subventions aux entreprises ont été supprimées, ce qui, avec les dévaluations successives du *forint*, a contribué à l'augmentation des prix de biens importés.

3. Revenus et épargne des ménages

| | 1981-1985 | 1986 | 1987 | 1988 | 1989 |
|---|------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| Revenu réel par tête (taux de croissance annuel) | 1,6 | 2,4 | 0,7 | -0,9 | 2,0 |
| Salaire réel par employé (taux de croissance annuel) | 1,0 | 1,9 | -0,4 | 11,9 (a) | 1,2 |
| Prix à la consommation (taux de croissance annuel) | 6,8 | 5,3 | 8,6 | 15,7 | 17,0 |
| Dépôts d'épargne • en valeur (b) • en volume (1980 = 100) | 197,5 — | 276,6 130,1 | 297,7 128,9 | 328,9 123,1 | 364,7 116,7 |
| Taux d'épargne (c) | — | 5,9 | 3,3 | 4,2 | 4,0 |
| Propension marginale à épargner | — | 21,3 | -27,8 | 11,2 | 3,1 |

(a) Non comparable avec les années précédentes du fait d'un changement de l'imposition des revenus des personnes.

(b) En milliards de forint.

(c) Flux d'épargne financière sur revenus monétaires.

Source : U.N., E.C.E., *Economic Survey of Europe*, 1989-1990.

Le déficit budgétaire n'a pas été, ces dix dernières années, extrêmement important (2,5 à 4 % du PNB, selon l'OCDE) mais l'épargne intérieure est insuffisante pour le financer et la Hongrie doit avoir recours aux capitaux étrangers, ce qui contribue à aggraver le problème le plus urgent : le niveau de la dette extérieure. Celle-ci a dépassé, en 1989, les 20 milliards de dollars, faisant de la Hongrie le pays d'Europe de l'Est le plus endetté par habitant. La Hongrie est donc condamnée à une politique d'austérité et le Parlement a adopté au mois de mars 1990 des mesures drastiques (réduction des dépenses budgétaires —

subventions à la production et dépenses militaires, restriction des liquidités). Ce programme de stabilisation (mis en place avec le concours du FMI) a pour principaux objectifs la réduction de la dette extérieure et le contrôle de l'inflation. Il devrait entraîner la fermeture de nombreuses entreprises, une augmentation du nombre de chômeurs (100 000 prévus pour la fin de 1990) et une réduction d'environ 2,5 % des salaires réels en 1990 (selon l'EIU). Mais il devrait permettre de réduire la demande intérieure et d'améliorer le solde courant en devises convertibles. Il a de plus été décidé de réduire les exportations vers la zone de règlement en roubles et de mettre en œuvre une politique active du change (trois dévaluations successives du *forint* ont eu lieu en 1989 : 6 % en mars, 4 % en avril et 10 % en décembre).

La production

Le produit matériel net a stagné en 1988 et a diminué en 1989. Au cours des cinq premiers mois de 1990, la production industrielle a baissé de 9,9 % par rapport à la même période de 1989 ; le secteur de la métallurgie a été le plus touché (- 21,7 %). Cette baisse de la production industrielle peut s'expliquer par la réduction de ventes vers « la zone rouble », accompagnée d'une modification structurelle des exportations afin de gagner des parts de marché à l'Ouest (promotion des produits de qualité à plus forte valeur ajoutée). De plus, il y a eu un ralentissement de la croissance de la productivité industrielle à partir de 1985. La production agricole, traditionnellement prospère, a enregistré un recul de 10,7 % au cours du premier semestre 1990. Le secteur des services — qui emploie environ 40 % de la population active — a ralenti lui aussi son essor du fait du durcissement des politiques financières dans les services publics et de la baisse d'activité du secteur commercial.

4. Structure du produit matériel net en 1988

| Par origine | | Par utilisation | |
|---------------------------|---------------|----------------------------|---------------|
| Prix courants | en % du total | Prix courants | en % du total |
| Agriculture | 12 | Consommation privée | 71 |
| Industrie | 39 | Consommation sociale | 11 |
| Construction | 10 | Accumulation | 18 |
| Services productifs | 39 | | |
| Total | 100 | Total | 100 |

Source : The Economist Intelligence Unit, *Hungary Country Report*, N° 1, 1990.

Structure de la croissance

La consommation et l'investissement se sont très vite réduits à partir de 1988 (respectivement - 2,7 % et - 8 % en volume en 1988 selon l'OCDE), en particulier la consommation privée (- 4,3 % en 1988, selon le FMI), mais la détérioration du niveau de vie est sans doute surestimée par la définition comptable hongroise de la consommation (celle-ci inclut les achats des ménages hongrois à l'étranger). La diminution de l'investissement national s'explique par un durcissement des conditions de financement — surtout pour les investissements d'Etat ou municipaux (processus d'ajustement d'investissements massifs du secteur socialiste vers des projets plus petits et plus flexibles, permettant l'introduction de nouvelles technologies) : en 1985, le niveau de l'investissement était de 30 % inférieur à celui de 1978.

5. Indicateurs d'offre et de demande (taux de croissance annuels)

| | 1976-1980 | 1981 | 1982 | 1983 | 1984 | 1985 | 1986 | 1987 | 1988 | 1989 (c) |
|----------------------------------|-----------|------------------|----------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------|
| Produit matériel net | 2,8 | 2,5 | 2,6 | 0,3 | 2,5 | - 1,4 | 0,9 | 4,1 | 0,3 | - 2,0 |
| Production industrielle | 3,4 | 2,4 | 2,5 | 1,2 | 3,2 | 0,7 | 1,9 | 3,5 | - 0,7 | - 2,0 |
| Production agricole | 2,9 | 2,0 | 7,3 | - 2,7 | 2,9 | - 5,5 | 2,4 | - 2,0 | 4,3 | - 2,0 |
| Consommation | 3,0 | 3,0 | 1,4 | 0,6 | 0,9 | 1,2 | 2,0 | 3,1 | - 3,5 | — |
| Investissement | - 2,9 | - 8,6 | - 12,4 | - 20,4 | - 11,3 | - 15,0 | 21,4 | 2,7 | - 2,5 | — |
| Emploi total (sphère matérielle) | - 0,3 | - 0,3 (- 0,1) | - 0,6 (0,2) | - 0,6 (- 1,1) | - 0,6 (- 0,5) | - 0,5 (- 1,2) | - 0,3 (- 1,3) | - 0,5 (- 1,4) | - 0,6 (- 1,6) | — (- 1) |
| Productivité du travail (a) | 3,7 | 2,6 | 3,6 | 0,7 | 3,0 | - 0,2 | 2,3 | 5,5 | 1 | — |
| Productivité du capital (b) | - 3,1 | - 2,7 | - 1,5 | - 3,9 | - 0,2 | - 4,3 | - 2,7 | 1,1 | — | — |

(a) produit matériel net par employé dans la sphère matérielle.

(b) produit matériel net par unité de capital productif dans la sphère matérielle.

(c) estimation ONU.

Source : U.N., E.C.E., *Economic Survey of Europe*, différentes années.

Commerce et paiements extérieurs

Le rôle du commerce extérieur avec les pays non socialistes s'est renforcé ces dernières années : les différentes mesures d'incitation à

6. Volumes d'exportations et d'importations totales (en taux de croissance annuel, %)
Soldes commercial et courant en monnaies convertibles (en milliards US \$)

| | 1971-1975 | 1976-1980 | 1981 | 1982 | 1983 | 1984 | 1985 | 1986 | 1987 | 1988 | 1989 (a) |
|------------------|-----------|-----------|------|------|------|------|------|------|------|------|----------|
| Exportations | 9,4 | 7,0 | 2,6 | 7,3 | 9,4 | 5,8 | -0,3 | -2,2 | 4 | 5,1 | |
| Importations | 7,3 | 3,9 | 0,1 | -0,1 | 3,9 | 0,1 | 1,1 | 2,1 | 3,3 | -2 | 1 |
| Solde commercial | -0,2 | -0,3 | 0,4 | 0,7 | 0,8 | 0,9 | 0,1 | -0,5 | — | 0,5 | 0,6 |
| Solde courant | -0,4 | -0,7 | -0,7 | 0,0 | 0,3 | 0,3 | -0,5 | -1,4 | -0,9 | -0,5 | -1,4 |

(a) Estimation.

Source : U.N., E.C.E., *Economic Survey of Europe*, 1989-1990.

7. Commerce international par zones (1980, 1985 et 1988)
(en % du total en valeur)

| Groupe de partenaires | Exportations | | | Importations | | |
|-----------------------|--------------|------|------|--------------|------|------|
| | 1980 | 1985 | 1988 | 1980 | 1985 | 1988 |
| CAEM | 50,3 | 52,3 | 44,6 | 46,9 | 49,3 | 43,7 |
| • U.R.S.S. | 29,3 | 33,6 | 27,6 | 27,7 | 30,0 | 25,0 |
| • Autres | 21,0 | 18,7 | 17,0 | 19,2 | 19,3 | 18,7 |
| O.C.D.E. (1) | 34,0 | 30,2 | 40,5 | 39,5 | 38,4 | 43,6 |
| Reste du monde (2) | 15,7 | 17,5 | 14,9 | 13,6 | 12,2 | 12,7 |

(1) Sauf Australie et Nouvelle Zélande, mais incluant la Yougoslavie.

(2) Pays en développement et pays socialistes hors CAEM.

Source : OCDE, *Perspectives économiques*, N° 47, juin 1990.

l'exportation vers les pays de l'OCDE, la restriction de la demande intérieure et l'aide des pays occidentaux pour faciliter les exportations hongroises (1) ont permis à la Hongrie de réduire son important déficit

(1) La CE a aboli toutes les restrictions quantitatives sur les exportations industrielles hongroises en janvier 1990, réduit les droits sur les importations hongroises...

courant : la balance courante en dollars a enregistré un excédent de 243 millions pendant les cinq premiers mois de l'année 1990, contre un déficit de 772 millions pour la même période de l'année dernière (Banque centrale hongroise). Ce redressement est surtout dû à un excédent de la balance commerciale (340 millions de dollars pour les cinq premiers mois de l'année, alors qu'il n'était que de 24 millions pour la même période de 1989). Les échanges commerciaux en roubles ont commencé à enregistrer un déficit au début de 1990, du fait des efforts gouvernementaux pour réduire au maximum les exportations vers les pays socialistes.

8. Commerce extérieur par produits, 1988, US \$ mn

| Régulé en devises fortes | |
|---|---|
| Exportations (F A B) | Importations (C A F) |
| Produits semi-finis, matières premières.. 2 472 | Produits semi-finis, matières premières.. 3 322 |
| Agroalimentaire 1 503 | Machines et équipement de transport.... 730 |
| Biens de consommation industriels 904 | Biens de consommation industriels 544 |
| Machines et équipement de transport.... 731 | Agroalimentaire 601 |
| Produits énergétiques 225 | Produits énergétiques 123 |
| Total 5 835 | Total 5 320 |

| Régulé en roubles | |
|---|---|
| Exportations (F A B) | Importations (C A F) |
| Machines et équipement de transport ... 1 944 | Produits semi-finis, matières premières.. 1 429 |
| Produits semi-finis, matières premières.. 904 | Produits énergétiques 1 103 |
| Biens de consommation industriels 681 | Machines et équipement de transport ... 840 |
| Agroalimentaire 552 | Biens de consommation industriels 548 |
| Produits énergétiques 16 | Agroalimentaire 106 |
| Total 4 096 | Total 4 096 |

Source : The Economist Intelligence Unit, *Hungary Country Report*, N° 1, 1990, et CSO, *Monthly Bulletin of Statistics*.

La dette hongroise est très lourde et le service de la dette est proche de la limite supportable pour le pays (54 % des exportations de biens en 1988) : le Premier ministre, M. Nemeth, a officiellement reconnu en novembre 1990, la falsification systématique depuis plusieurs années des chiffres de la dette extérieure : au lieu des 17 milliards de dollars périodiquement annoncés, celle-ci s'élèverait à plus de 20 milliards de dollars en 1989. Entre 1974 et 1978, la Hongrie a souffert de la hausse des prix mondiaux car les grands projets industriels ne pouvaient être achevés qu'en recourant aux importations à crédit en devises convertibles. Elle a fait appel en outre plus que les autres pays d'Europe de l'Est, aux crédits à court terme et aux crédits financiers, plus sensibles aux variations conjoncturelles que les crédits gouvernementaux à taux fixes. De plus, le solde courant en devises convertibles a continué de se dégrader (- 1,4 milliards de dollars en 1989, selon l'ONU) : les surplus commerciaux dégagés en 1988 et en 1989 n'ont pas pu compenser les déficits des autres postes — paie-

9. Endettement extérieur en devises convertibles

| | 1981 | 1982 | 1983 | 1984 | 1985 | 1986 | 1987 | 1988 | 1989 (a) |
|---|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|-------------|
| Dette convertible (millions de \$) | | | | | | | | | |
| • brute | 8 699 | 7 952 | 8 250 | 8 836 | 11 745 | 15 086 | 17 733 | 17 305 | 20 600 |
| • nette | 7 799 | 7 222 | 6 920 | 7 303 | 9 468 | 12 898 | 16 230 | 15 926 | 19 446 |
| Dette «réelle» (b) (millions de \$ 1988) | | | | | | | | | |
| • brute | 10 512 | 10 165 | 10 933 | 12 049 | 13 897 | 15 738 | 16 135 | 17 305 | — |
| • nette | 9 114 | 8 874 | 8 991 | 9 830 | 11 243 | 13 479 | 14 701 | 15 926 | — |
| Structure par type d'emprunt (en % du total) | | | | | | | | | |
| • Prêts officiels et garantis | 6 | 6 | 14 | 12 | 15 | 11 | 9 | 11 | — |
| • Prêts bancaires | 88 | 81 | 69 | 66 | 64 | 58 | 63 | 57 | — |
| • FMI/BRI | 0 | 3 | 7 | 12 | 9 | 10 | 9 | 10 | — |
| • Autres (non OCDE) | 6 | 10 | 10 | 9 | 11 | 20 | 19 | 21 | — |
| Ratios d'endettement | | | | | | | | | |
| • Dette nette/exportations de biens | 160 | 148 | 143 | 147 | 211 | 312 | 324 | 290 | 326 |
| • Service de la dette/ exportations de biens | 42 | 37 | 36 | 45 | 53 | 65 | 50 | 54 | 45 |

(a) Prévision.

(b) La dette réelle est évaluée à taux de change constant (1988) pour donner une indication de l'effet des variations de change.

Source : OCDE, *Financial Market Trends*, 45, février 1990.

ments d'intérêt sur la dette et solde touristique. Ce dernier s'est fortement dégradé en 1988 à cause des dépenses des ménages hongrois sur les marchés occidentaux. La levée des restrictions de changes en devises convertibles pour les touristes hongrois a entraîné des achats massifs renforcés par les anticipations inflationnistes et la réforme fiscale. La restauration du contrôle des changes devrait donc freiner ces dépenses, et réduire ainsi le déficit courant en 1990 ⁽²⁾. Enfin, un effet de valorisation tend à accroître la valeur de la dette lorsque le dollar se déprécie vis-à-vis des autres devises convertibles, car la dette hongroise est essentiellement libellée en mark et en yen. Malgré son lourd endettement, la Hongrie n'a pas demandé le rééchelonnement de sa dette. D'après la Banque centrale hongroise, la Hongrie aurait l'intention de réduire sa dépendance vis-à-vis du système bancaire international pour les prêts à long terme et d'utiliser principalement les marchés obligataires (allemands et japonais), ainsi que les crédits du FMI et de la Banque mondiale.

10. Vulnérabilité nette (en milliards de \$)

| | 1981 | 1982 | 1983 | 1984 | 1985 | 1986 | 1987 | 1988 | 1989 |
|---|------|------|------|------|------|------|------|------|------|
| A. Besoin de financement total | 4,5 | 3,4 | 2,8 | 3,3 | 3,5 | 5,0 | 4,8 | 4,3 | 5,1 |
| Déficit courant ⁽¹⁾ | 0,7 | 0,0 | -0,3 | -0,3 | 0,5 | 1,4 | 0,9 | 0,5 | 1,4 |
| Maturité | 3,8 | 3,4 | 3,1 | 3,6 | 3 | 3,6 | 3,9 | 3,8 | 3,7 |
| • long terme | 0,8 | 0,9 | 1,1 | 1,5 | 1,6 | 1,9 | 1,5 | 1,9 | 1,5 |
| • court terme | 3,0 | 2,5 | 2 | 2,1 | 1,4 | 1,7 | 2,4 | 2,0 | 2,2 |
| B. Ressources totales | 1,6 | 1,1 | 1,8 | 1,8 | 3 | 3,3 | 2,7 | 2,9 | 2,4 |
| • réserves ⁽²⁾ | 0,9 | 0,7 | 1,3 | 1,5 | 2,3 | 2,2 | 1,5 | 1,4 | 1,2 |
| • crédits inutilisés | 0,7 | 0,4 | 0,5 | 0,3 | 0,7 | 1,1 | 1,2 | 1,5 | 1,3 |
| C. Vulnérabilité (B - A) ⁽³⁾ | -2,9 | -2,3 | -1,0 | -1,4 | -0,5 | -1,7 | -2,0 | -1,4 | -2,6 |

(1) Un signe positif indique un déficit courant, donc un besoin de financement.

(2) Réserves à la B R I.

(3) Un signe négatif indique une vulnérabilité nette.

Source : OCDE, *Financial Market Trends*, 45, février 1990.

(2) De plus une taxe à l'importation, la VAT, de 25 % devait être mise en place à partir de décembre 1990.

L'Etat d'avancement des réformes

Deux séries de réformes de 1968 à 1973, puis au début des années quatre-vingt, ont conduit l'économie hongroise d'un modèle centralisé vers une économie de marché d'un type particulier. Ce processus de réformes a connu différentes étapes aux cours desquelles se sont succédés périodes dynamiques et blocages : le premier modèle centralisé de « socialisme de marché »⁽³⁾ a encouragé l'agriculture en reconnaissant le droit à la propriété privée (40 % de la production agricole provient d'exploitants individuels) ; il a cherché aussi à relier les prix et les salaires aux prix agricoles afin de les rendre plus réalistes. Le rythme des réformes s'est accéléré à partir de 1987, afin de donner une plus grande souplesse et une plus grande efficacité à l'économie hongroise — par une réforme en profondeur orientée vers l'économie de marché. Les mesures adoptées ont un caractère essentiellement institutionnel. Elles devraient conduire à un réel durcissement de la contrainte budgétaire des entreprises (mise en faillite pour les entreprises qui enregistrent des pertes)⁽⁴⁾. Les principales décisions sont :

— A partir de 1985 et jusqu'en 1987, libéralisation des prix : en 1989, 60 % environ des prix à la consommation sont libres.

— Janvier 1988 : introduction de la TVA et d'un impôt sur le revenu.

— Janvier 1989 : introduction d'un nouveau système d'imposition. Cette réforme fiscale vise essentiellement quatre objectifs : une réduction des distorsions de prix et de coûts relatifs, un traitement fiscal plus neutre des entreprises, un partage de la charge fiscale entre les ménages et les entreprises et une diminution des inégalités nées des activités du secteur privé. La TVA remplace une multitude de taxes à la consommation ; les taux de TVA — 15 et 25 % — s'appliquent respectivement à 4 et 53 % des biens de consommation. L'impôt sur le revenu porte sur tous les revenus personnels selon un barème progressif de 17 à 56 % (1989). Enfin, l'impôt sur les sociétés remplace un système complexe de taxation du profit et vise à harmoniser le traitement des entreprises : elles sont toutes soumises à cet impôt dont le taux s'élève à 50 % pour les entreprises dont le bénéfice excède trois millions de *forint*, 40 % pour les autres. Des possibilités d'allègement existent cependant, surtout pour les *joint-ventures*.

— Janvier 1987 : décentralisation du système bancaire — qui coïncide avec un durcissement de la politique monétaire ; création d'un système pluribancaire à l'intérieur duquel la concurrence devrait jouer. La Banque nationale de Hongrie se limite aux fonctions de banque centrale, tandis que les opérations commerciales sont déléguées à un réseau de banques d'affaires (cinq grandes banques plus une quinzaine

(3) La notion de socialisme de marché trouve ses racines dans la littérature des années trente ; voir Lange (1936).

(4) Voir l'analyse de Kornai, 1984.

de petites banques). L'épargne des ménages est collectée par un réseau d'institutions financières non bancaires. Cette réforme bancaire cherche à durcir la contrainte budgétaire des banques (contrôle quotidien du découvert bancaire pour les prêts à court terme et à moyen terme) ; les banques assument les risques de crédits — elles sont donc placées dans un environnement incertain — et prêtent en fonction du montant de leurs dépôts.

— 1988 : intégration du marché financier. Des certificats de dépôts et des bons du Trésor sont offerts aux ménages ; une plus grande flexibilité des taux d'intérêt est introduite et un Fonds de logement (1989) proposant des prêts logement est créé. Apparition d'un marché des actions qui ne s'est vraiment développé que depuis la loi de 1989 autorisant les entreprises d'Etat à se transformer en sociétés anonymes (voir ci-dessous). Le volume des transactions sur ce marché n'est cependant pas important et la bourse de Budapest ouverte depuis juin 1990 fonctionne surtout comme marché obligataire.

— Janvier 1989 : loi des entreprises qui vise à légaliser et encourager les petites unités de production de l'économie secondaire, à développer l'artisanat et le secteur des services. Cette réforme institutionnelle ouvre la possibilité de créer des *joint-ventures* soit avec des entreprises domestiques soit avec des firmes occidentales ⁽⁵⁾, autorise tout citoyen ou personne morale à créer des entreprises de moins de 500 salariés et permet aux entreprises d'émettre des obligations et de recevoir des apports de capital étranger ⁽⁶⁾. De plus, les ministères de branche ont été supprimés et les grands trusts socialistes ont commencé à être démantelés et fractionnés en entreprises de taille moyenne. La dénationalisation de plus de 2 400 entreprises a été décidée et la privatisation de l'économie hongroise ne s'arrêtera pas là : le gouvernement de Mr. Antall souhaite la privatisation de 75 % de l'économie en cinq ans ⁽⁷⁾.

— Janvier 1989 : Création d'un fond de Sécurité sociale gérant différentes allocations (familiales, retraites). Une indemnité chômage est versée, par le Fonds de l'emploi à toute personne ayant travaillé dix-huit mois au cours des trois dernières années.

Les perspectives

La phase de transition dans laquelle la Hongrie se trouve plongée attire l'attention sur quelques problèmes sérieux qui, s'ils ne sont pas pris en compte, pourraient menacer la réforme :

— La recherche d'une plus grande efficacité économique par l'extension des mécanismes de marché a un coût social élevé : montée

(5) Les *joint-ventures* peuvent emprunter directement à l'étranger.

(6) La part du capital étranger n'est alors pas limitée.

(7) Le Parlement hongrois doit voter en septembre une nouvelle loi sur les privatisations.

du chômage, baisse importante du niveau de vie, volatilité des prix. De plus, l'ampleur des sacrifices demandés à la population n'est pas uniforme : les inégalités risquent de s'accroître, en partie à cause de l'inflation (les fonctionnaires et les retraités seront plus pénalisés), mais aussi lors de la privatisation des monopoles d'Etat (problèmes de redistribution). Les conflits sociaux pourraient alors se durcir (les mouvements de grève ont déjà été plus fréquents en 1990).

— La notion complexe de droits de propriété socialistes a conduit à résoudre le problème de séparation entre possession et gestion par la transformation des entreprises socialistes en sociétés anonymes par actions, ces dernières pouvant être échangées sur le marché des valeurs. Plusieurs grosses sociétés « autogérées » ont été spontanément privatisées, sur la décision de leurs dirigeants, après une évaluation faite par eux-mêmes ; certaines ont été ainsi « bradées », le plus souvent à des investisseurs étrangers — du fait de la faiblesse de l'épargne nationale et du fort endettement du pays. Il est donc important de contrôler ces privatisations spontanées ⁽⁸⁾.

— Le passage de la hiérarchie au marché dépasse les problèmes institutionnels et pose le problème de la définition d'un « *entrepreneurship* » socialiste : l'allocation des ressources est loin d'être optimale ; le niveau limité des ressources maintient les entreprises dans une dépendance vis-à-vis du centre. Le retard technologique est important (peu d'ordinateurs, de techniques de communication...), les investissements dans la recherche et développement sont trop faibles et le délabrement du stock de capital pose de graves problèmes d'environnement.

— Enfin, le commerce extérieur hongrois est déséquilibré car il s'oriente sur deux marchés aux logiques différentes — le marché mondial où les règlements s'effectuent en devises convertibles et le CAEM. Il en résulte des déficits importants en devises convertibles, des divergences de réglementations et de comportements des firmes hongroises... La Hongrie cherche, depuis quelques années, à développer ses échanges avec les pays non socialistes afin de se procurer des moyens pour financer sa dette extérieure ; il serait donc souhaitable d'introduire la convertibilité du *forint*. Elle s'efforce aussi de restreindre au maximum ses échanges avec le CAEM mais demeure fortement dépendante vis-à-vis de l'URSS pour l'énergie. La Hongrie subit le contretemps de la baisse de 30 % des livraisons de pétrole soviétique : le prix de l'essence a augmenté de 20 % fin juillet et l'invasion irakienne du Koweït va aggraver la situation.

Afin de minimiser les baisses de niveau de vie et de raccourcir la durée de la période de transition, il paraît donc nécessaire de formuler et de mettre rapidement en place des politiques économiques crédibles (politiques plus restrictives dans le domaine monétaire et financier). Les politiques sociales d'accompagnement sont également importantes afin de répartir sur tous les segments de la société les coûts et les béné-

(8) Afin de superviser les privatisations et d'éviter les abus, la loi du 1^{er} mars 1990 a créé l'Agence des Biens d'Etat. Celle-ci peut procéder à des contre-expertises sur la valeur de l'entreprise.

fices de la réforme. Mais la plupart des risques et des problèmes issus de cette phase de transition sont encore imprévisibles. Face aux efforts de la population hongroise, l'aide financière occidentale et la garantie d'une progression vers plus de libertés politiques sont deux éléments indispensables à la réussite de la réforme hongroise.

Achévé de rédiger le 10 septembre 1990.

Références bibliographiques

- CEDUCEE, 1986 : *Le Courrier des Pays de l'Est*, n°s 309, 310 et 311.
- Deutsche Bank, 1990 : *Osteuropa Special*.
- FMI, 1990 : *World Economic Outlook*, mai.
- KORNAĪ J., 1984 : « *Socialisme et économie de la pénurie* ».
- LANGE O., 1936 : « *On the Economic Theory of Socialism* ».
- OCDE, 1990 : « *Financial Market Trends* », n° 45, février.
- PLANECON 1989 : *Report*, juin.
- RICHER X., rfe, 1990 : « Hongrie : réformes et transition vers l'économie de marché », volume V.
- The Economist*, 14 avril 1990.
- The Economist Intelligence Unit, 1990 : *Hungary Country Report*, n° 1.
- UN (ONU), ECE : *Economic Survey of Europe*, différents numéros.